

Conditions générales de vente

(Applicables pour les familles et les individuels)

CAP FRANCE

La Fédération Cap France est une Fédération d'associations indépendantes : il est, dans la plupart des cas, nécessaire d'être adhérent pour pratiquer une activité ou bénéficier des séjours proposés. Cette adhésion se concrétise, le cas échéant, par le paiement d'une cotisation annuelle dont le montant est déterminé par chaque association. Elle ne peut en aucun cas faire l'objet d'un remboursement. La cotisation annuelle est réglée séparément au plus tard lors de l'inscription et accompagne le versement de l'acompte. L'adhésion couvre une année de fonctionnement. Elle vous donne la qualité d'adhérent de l'association au sein de laquelle vous allez séjourner mais n'est valable que pour celle-ci. Il faut noter que certains villages ne sont pas gérés par une association et ne demandent pas une adhésion pour bénéficier de leurs séjours.

TARIFICATION

Une caution peut vous être demandée à votre arrivée. Aucune révision du barème appliqué ne pourra être effectuée après le versement du solde ou à la fin du séjour. Pour le logement en chambre individuelle un supplément peut vous être demandé. Les tarifs sont publiés sous réserve d'erreurs, ou d'omissions.

RÉSERVATION

Pour réserver dans un des villages, il est nécessaire :

- de remplir le bulletin de réservation ;
- de verser un acompte de 30 % du prix du

sejour. La réservation ne devient définitive qu'après confirmation écrite du village dans un délai de 15 jours ou de l'encaissement de l'acompte ;

- de verser le solde 30 jours avant le début du séjour sans relance de la part de l'établissement. Tout retard dans le règlement du séjour peut entraîner l'annulation de la réservation. À ce prix, s'ajoute, le cas échéant, la taxe de séjour perçue par les collectivités locales.

L'AIDE AUX VACANCES

Chèques vacances

Les organismes membres de Cap France sont agréés par l'Agence Nationale pour les Chèques Vacances : ANCV. Les chèques vacances viennent directement en déduction du séjour. Ils doivent être adressés le plus rapidement possible.

Bons Vacances

Certaines familles bénéficient de "bons vacances" attribués par les Caisse d'Allocations Familiales.

Il faut rappeler certaines règles :

- selon le règlement des CAF, les bons vacances sont acceptés en paiement du séjour après versement de l'acompte ;
- ces bons vacances ne sont valables que sur le territoire français et pour la période de vacances scolaires de votre académie ;
- seuls les originaux sont pris en compte. Ils doivent être adressés obligatoirement avant le solde du séjour ; l'association organisant le séjour dégage toute responsabilité en cas de perte ;
- le remboursement éventuel du trop perçu

ne pourra intervenir qu'après la fin du séjour et après remboursement par la CAF, du montant correspondant. Attention, certains établissements acceptent uniquement les bons vacances hôteliers des CAF.

DÉSISTEMENT, ANNULATION ET ASSURANCE ANNULATION

Les règles suivantes sont appliquées :

- annulation plus de 60 jours avant le début du séjour : il n'est conservé que les éventuels droits d'inscription, d'adhésion, ou les frais de dossier ;
- pour toute annulation entre 60 jours et 30 jours avant le début du séjour : l'acompte est conservé ;
- pour toute annulation moins de 30 jours avant le début du séjour, la totalité du prix du séjour reste due ;
- aucun remboursement n'est consenti pour une arrivée tardive, un départ anticipé ou des absences en cours de séjour ;
- pour pallier la plupart de ces risques, il vous est proposé de souscrire une assurance annulation interruption, qui vous est vivement recommandée et qui doit être souscrite au moment de la réservation. En cas d'annulation ou d'interruption motivée par un événement prévu dans le contrat d'assurance, vous éviterez ainsi d'avoir à supporter les conséquences financières de cette annulation ou de cette interruption. Les garanties de l'assurance annulation interruption sont incluses dans le fascicule joint à votre contrat de réservation.

LES ANIMAUX FAMILIERS

Sauf cas particulier, les animaux ne sont pas admis dans les Villages Cap France. Il est impératif de se renseigner au moment de la réservation.

LOI INFORMATIQUE ET LIBERTÉS

Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant. **N.B : Les organismes membres de Cap France peuvent avoir des conditions de vente différentes, liées à leur fonctionnement. Dans ce cas, ce sont les conditions générales de l'association où vous séjournez qui font loi.** L'inscription dans les villages Cap France implique l'acceptation complète et sans réserve des présentes conditions générales. Ces conditions générales sont de plein droit applicables à défaut de dispositions dérogatoires figurant dans les documents de chaque village. Elles peuvent être complétées par des dispositions particulières figurant dans les documents contractuels des villages.

CAP FRANCE
28 Place Saint-Georges
75 009 PARIS

www.capfrance-vacances.com



Articles R. 211-3 à R. 211-11 du Code du Tourisme

La Fédération Cap France est immatriculée au Registre des Opérateurs de Voyages et de Séjours

(Article R. 211-21 du code du tourisme) : IM075110087

La Fédération Cap France est immatriculée au Registre des Opérateurs de Voyages et de Séjours. En conséquence, elle rappelle ci-après les dispositions du Code du Tourisme applicable à la vente de séjours, visées à l'article L. 211-1. Il est précisé que seules certaines prestations (les forfaits touristiques) servies par des établissements figurant dans la présente brochure sont soumises à ces dispositions.

Article R. 211-3

Sous réserve des exclusions prévues aux troisième et quatrième alinéas de l'article L. 211-7, toute offre et toute vente de prestations de voyages ou de séjours donnent lieu à la remise de documents appropriés qui répondent aux règles définies par la présente section. En cas de vente de titres de transport aérien ou de titres de transport sur ligne régulière non accompagnée de prestations liées à ces transports, le vendeur délivre à l'acheteur un ou plusieurs billets de passage pour la totalité du voyage, émis par le transporteur ou sous sa responsabilité. Dans le cas de transport à la demande, le nom et l'adresse du transporteur, pour le compte duquel les billets sont émis, doivent être mentionnés. La facturation séparée des divers éléments d'un même forfait touristique ne soustrait pas le vendeur aux obligations qui lui sont faites par les dispositions réglementaires de la présente section.

Article R. 211-3-1

L'échange d'informations précontractuelles ou la mise à disposition des conditions contractuelles est effectué par écrit. Ils peuvent se faire par voie électronique dans les conditions de validité et d'exercice prévues aux articles 1369-1 à 1369-11 du code civil. Sont mentionnés le nom ou la raison sociale et l'adresse du vendeur ainsi que l'indication de son immatriculation au registre prévu au «a» de l'article L. 211-3 ou, le cas échéant, le nom, l'adresse et l'indication de l'immatriculation de la Fédération ou de l'union mentionnées au deuxième alinéa de l'article R. 211-2.

Article R. 211-4

Préalablement à la conclusion du contrat, le vendeur doit communiquer au consommateur les informations sur les prix, les dates et les autres éléments constitutifs des prestations fournies à l'occasion du voyage ou du séjour tels que : **1°** La destination, les moyens, les caractéristiques et les catégories de transports utilisés ; **2°** Le mode d'hébergement, sa situation, son niveau de confort et ses principales caractéristiques, son homologation et son classement touristique correspondant à la réglementation ou aux usages du pays d'accueil ; **3°** Les prestations de restauration proposées ; **4°** La description de l'itinéraire lorsqu'il s'agit d'un circuit ;

5° Les formalités administratives et sanitaires à accomplir par les nationaux ou par les ressortissants d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen en cas, notamment, de franchissement des frontières ainsi que leurs délais d'accomplissement ; **6°** Les visites, excursions et les autres services inclus dans le forfait ou éventuellement disponibles moyennant un supplément de prix ; **7°** La taille minimale ou maximale du groupe permettant la réalisation du voyage ou du séjour ainsi que, si la réalisation du voyage ou du séjour est subordonnée à un nombre

minimal de participants, la date limite d'information du consommateur en cas d'annulation du voyage ou du séjour ; cette date ne peut être fixée à moins de vingt et un jours avant le départ ; **8°** Le montant ou le pourcentage du prix à verser à titre d'acompte à la conclusion du contrat ainsi que le calendrier de paiement du solde ; **9°** Les modalités de révision des prix telles que prévues par le contrat en application de l'article R. 211-8 ; **10°** Les conditions d'annulation de nature contractuelle ; **11°** Les conditions d'annulation définies aux articles R. 211-9, R. 211-10 et R. 211-11 ; **12°** L'information concernant la souscription facultative d'un contrat d'assurance couvrant les conséquences de certains cas d'annulation ou d'un contrat d'assistance couvrant certains risques particuliers, notamment les frais de rapatriement en cas d'accident ou de maladie ; **13°** Lorsque le contrat comporte des prestations de transport aérien, l'information, pour chaque tronçon de vol, prévue aux articles R. 211-15 à R. 211-18.

Article R. 211-5

L'information préalable faite au consommateur engage le vendeur, à moins que dans celle-ci le vendeur ne se soit réservé expressément le droit d'en modifier certains éléments. Le vendeur doit, dans ce cas, indiquer clairement dans quelle mesure cette modification peut intervenir et sur quel élément. En tout état de cause, les modifications apportées à l'information préalable doivent être communiquées au consommateur avant la conclusion du contrat.

Article R. 211-6

Le contrat conclu entre le vendeur et l'acheteur doit être écrit, établi en double exemplaire dont l'un est remis à l'acheteur, et signé par les deux parties. Lorsque le contrat est conclu par voie électronique, il est fait application des articles 1369-1 à 1369-11 du code civil. Le contrat doit comporter les clauses suivantes : **1°** Le nom et l'adresse du vendeur, de son garant et de son assureur ainsi que le nom et l'adresse de l'organisateur ; **2°** La destination ou les destinations du voyage et, en cas de séjour fractionné, les différentes périodes et leurs dates ; **3°** Les moyens, les caractéristiques et les catégories des transports utilisés, les dates et lieux de départ et de retour ; **4°** Le mode d'hébergement, sa situation, son niveau de confort et ses principales caractéristiques et son classement touristique en vertu des réglementations ou des usages du pays d'accueil ; **5°** Les prestations de restauration proposées ; **6°** L'itinéraire lorsqu'il s'agit d'un circuit ; **7°** Les visites, les excursions ou autres services inclus dans le prix total du voyage ou du séjour ; **8°** Le prix total des prestations facturées ainsi que l'indication de toute révision éventuelle de cette facturation en vertu des dispositions de l'article R. 211-8 ; **9°** L'indication, s'il y a lieu, des redevances ou taxes afférentes à certains services telles que taxes d'atterrissage, de débarquement ou d'embarquement dans les ports et aéroports, taxes de séjour lorsqu'elles ne sont pas incluses dans le prix de la ou des prestations fournies ; **10°** Le calendrier et les modalités de paiement du prix ; le dernier versement effectué par l'acheteur ne peut être inférieur à 30 % du prix du voyage ou du séjour et doit être effectué lors de la remise des documents permettant de réaliser le voyage ou le séjour ; **11°** Les conditions particulières demandées par l'acheteur et acceptées par le vendeur ; **12°** Les modalités selon lesquelles l'acheteur peut saisir le vendeur d'une réclamation pour inexécution

ou mauvaise exécution du contrat, réclamation qui doit être adressée dans les meilleurs délais, par tout moyen permettant d'en obtenir un accusé de réception au vendeur, et, le cas échéant, signalée par écrit, à l'organisateur du voyage et au prestataire de services concernés ; **13°** La date limite d'information de l'acheteur en cas d'annulation du voyage ou du séjour par le vendeur dans le cas où la réalisation du voyage ou du séjour est liée à un nombre minimal de participants, conformément aux dispositions du 7° de l'article R. 211-4 ; **14°** Les conditions d'annulation de nature contractuelle ; **15°** Les conditions d'annulation prévues aux articles R. 211-9, R. 211-10 et R. 211-11 ; **16°** Les précisions concernant les risques couverts et le montant des garanties au titre du contrat d'assurance couvrant les conséquences de la responsabilité civile professionnelle du vendeur ; **17°** Les indications concernant le contrat d'assurance couvrant les conséquences de certains cas d'annulation souscrit par l'acheteur (numéro de police et nom de l'assureur) ainsi que celles concernant le contrat d'assistance couvrant certains risques particuliers, notamment les frais de rapatriement en cas d'accident ou de maladie ; dans ce cas, le vendeur doit remettre à l'acheteur un document précisant au minimum les risques couverts et les risques exclus ; **18°** La date limite d'information du vendeur en cas de cessation du contrat par l'acheteur ; **19°** L'engagement de fournir à l'acheteur, au moins dix jours avant la date prévue pour son départ, les informations suivantes : **a)** Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de la représentation locale du vendeur ou, à défaut, les noms, adresses et numéros de téléphone des organismes locaux susceptibles d'aider le consommateur en cas de difficulté ou, à défaut, le numéro d'appel permettant d'établir de toute urgence un contact avec le vendeur ; **b)** Pour les voyages et séjours de mineurs à l'étranger, un numéro de téléphone et une adresse permettant d'établir un contact direct avec l'enfant ou le responsable sur place de son séjour ; **20°** La clause de résiliation et de remboursement sans pénalités des sommes versées par l'acheteur en cas de non-respect de l'obligation d'information prévue au 13° de l'article R. 211-4 ; **21°** L'engagement de fournir à l'acheteur, en temps voulu avant le début du voyage ou du séjour, les heures de départ et d'arrivée.

Article R. 211-7

L'acheteur peut céder son contrat à un cessionnaire qui remplit les mêmes conditions que lui pour effectuer le voyage ou le séjour, tant que ce contrat n'a produit aucun effet. Sauf stipulation plus favorable au cédant, celui-ci est tenu d'informer le vendeur de sa décision par tout moyen permettant d'en obtenir un accusé de réception au plus tard sept jours avant le début du voyage. Lorsqu'il s'agit d'une croisière, ce délai est porté à quinze jours. Cette cession n'est soumise, en aucun cas, à une autorisation préalable du vendeur.

Article R. 211-8

Lorsque le contrat comporte une possibilité expresse de révision du prix dans les limites prévues à l'article L. 211-2, il doit mentionner les modalités précises de calcul, tant à la hausse qu'à la baisse, des variations des prix, et notamment le montant des frais de transport et taxes y afférentes, la ou les devises qui peuvent avoir une incidence sur le prix du voyage ou du séjour, la part du prix à laquelle s'applique la

variation, le cours de la ou des devises retenu comme référence lors de l'établissement du prix figurant au contrat.

Article R. 211-9

Lorsque, avant le départ de l'acheteur, le vendeur se trouve contraint d'apporter une modification à l'un des éléments essentiels du contrat telle qu'une hausse significative du prix et lorsqu'il méconnaît l'obligation d'information mentionnée au 13° de l'article R. 211-4, l'acheteur peut, sans préjudice des recours en réparation pour dommages éventuellement subis, et après en avoir été informé par le vendeur par tout moyen permettant d'en obtenir un accusé de réception :

- soit résilier son contrat et obtenir sans pénalité le remboursement immédiat des sommes versées ;
- soit accepter la modification ou le voyage de substitution proposé par le vendeur ; un avenant au contrat précisant les modifications apportées est alors signé par les parties ; toute diminution de prix vient en déduction des sommes restant éventuellement dues par l'acheteur et, si le paiement déjà effectué par ce dernier excède le prix de la prestation modifiée, le trop-perçu doit lui être restitué avant la date de son départ.

Article R. 211-10

Dans le cas prévu à l'article L. 211-14, lorsque, avant le départ de l'acheteur, le vendeur annule le voyage ou le séjour, il doit informer l'acheteur par tout moyen permettant d'en obtenir un accusé de réception ; l'acheteur, sans préjudice des recours en réparation des dommages éventuellement subis, obtient auprès du vendeur le remboursement immédiat et sans pénalité des sommes versées ; l'acheteur reçoit, dans ce cas, une indemnité au moins égale à la pénalité qu'il aurait supportée si l'annulation était intervenue de son fait à cette date.

Les dispositions du présent article ne font en aucun cas obstacle à la conclusion d'un accord amiable ayant pour objet l'acceptation, par l'acheteur, d'un voyage ou séjour de substitution proposé par le vendeur.

Article R. 211-11

Lorsque, après le départ de l'acheteur, le vendeur se trouve dans l'impossibilité de fournir une part prépondérante des services prévus au contrat représentant un pourcentage non négligeable du prix honoré par l'acheteur, le vendeur doit immédiatement prendre les dispositions suivantes sans préjudice des recours en réparation pour dommages éventuellement subis :

- soit proposer des prestations en remplacement des prestations prévues en supportant éventuellement tout supplément de prix et, si les prestations acceptées par l'acheteur sont de qualité inférieure, le vendeur doit lui rembourser, dès son retour, la différence de prix ;
- soit, s'il ne peut proposer aucune prestation de remplacement ou si celles-ci sont refusées par l'acheteur pour des motifs valables, fournir à l'acheteur, sans supplément de prix, des titres de transport pour assurer son retour dans des conditions pouvant être jugées équivalentes vers le lieu de départ ou vers un autre lieu accepté par les deux parties. Les dispositions du présent article sont applicables en cas de non-respect de l'obligation prévue au 13° de l'article R. 211-4.

Conception et réalisation : LDMadgency. **Credits photos :** Villages vacances Cap France. Photothèque Cap France. Photothèque LDMadgency. © ATOUF FRANCE/Robert Palomba. Chalet de la Haute-Joux «loge du Jura, spa et piscine. OT Karellis - Agence NUTS. JF COUTY - Unat Pays de la Loire - Les Pinsérons. © imprimvert.fr. V. Joncheray. JF Couty UNAT Pays de la Loire. Gilles Lansard. @Le Goubey. Comité régional du Tourisme Bretagne. E-Lanteme. Lumen-Studio. Puy du Fou. Tantin B. Photos Meynard. Fotolia. Thinkstock. Domaine de Port aux Rocs Village et Locations de Vacances Le Croisic * www.portauxrocs.com. B. BECHARD SARL Imprimerie LE PAPE. Fort Boyard. CDT Corrèze. Mario Colonel - OT Chamonix. P-Compote-Haas. Cordouan. OT Taninges. OT Evian. AKTAEs. OT Cabourg. Ed. Le Goubey. ©Patrice Le Bris-OT Cabourg. @Ville de Cabourg. Communauté de communes vallée Ubaye. Guillaudeau Donatienne. J. Lesage/CDT Vendée. **Imprimé en Espagne** - Document non contractuel.